

# A G D I Working Paper

WP/17/003

## **Croissance pro-pauvres en République démocratique du Congo**

Forthcoming: Anciens et Nouveaux défis de là RDC

### **Oasis Kodila-Tedika**

University of Kinshasa,  
Departement of Economic, RDC;  
AEFR,  
E-mail: [oasiskodila@yahoo.fr](mailto:oasiskodila@yahoo.fr) ;  
[+243891128285](tel:+243891128285)

### **Akhenaton Izu-Makongo**

University of Kinshasa,  
Departement of Economic, RDC  
E-mail: [akhenatonizu@yahoo.fr](mailto:akhenatonizu@yahoo.fr) ;  
+243824716521

**Croissance pro-pauvres en République démocratique du Congo**

**Oasis Kodila-Tedika & Akhenaton Izu-Makongo**

January 2017

**Résumé**

Cet article tente de comprendre l'incidence de la croissance économique de la République démocratique du Congo sur l'évolution récente de la pauvreté. Les résultats obtenus ne semblent pas légitimer l'hypothèse de croissance pro-pauvres. Les élasticités totales de pauvreté présentent un signe positif et avec des coefficients faibles. En outre, les inégalités sont très importants que les effets de la croissance sur le ratio de pauvreté.

Mots-clés : pauvreté, revenu, croissance, inégalité, RD Congo

*JEL Classification:* E60; F40; F59; D60; O55

## 1. Introduction

Les chiffres de la croissance africaine subsaharienne sont intéressants. Par exemple, entre 2000-2010, cette croissance a été incontestablement soutenue, autour de 5 et 6 % du PIB en moyenne. En réalité, le retournement de la tendance a été constaté depuis le milieu de la décennie 90 (Pinkovskiy et Sala-i-Martin, 2014; Asongu & Nwachukwu, 2016ab). Théoriquement, cette croissance devrait donc avoir de l'incidence sur le taux de pauvreté (Dollar et Kraay, 2002; Ravallion, 2004 ; Kraay, 2006 ; Dollar et al., 2016 ; Asongu & Nwachukwu, 2016cd). Concrètement, cette impressionnante croissance (Young, 2012) a contribué positivement à la réduction de la pauvreté (Pinkovskiy et Sala-i-Martin, 2014). L'élasticité se situe selon les pays de 0,8 à 2 (c'est-à-dire une hausse du revenu moyen de 10 % se traduit par une diminution de 8 à 20 % de la proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté) (Jacquemot, 2012a). Des études comme celles de Kodila-Tedika et al. (2016) ou de Shimeles et Ncube (2015), par exemple, se sont intéressées à la classe moyenne africaine, qui suppose une croissance et dans une certaine mesure une sortie de la pauvreté, montrent une augmentation de cette classe.

Pourtant, dès lors qu'on considère les pays pris individuellement, il n'est pas évident de vérifier l'effet *trickle down*. La croissance économique burkinabé a été pro-pauvres, dans la mesure où les pauvres ont été proportionnellement moins affectés que les non pauvres par la baisse des dépenses et des capacités. Au niveau national et dans le secteur rural, l'hypothèse d'une croissance monétaire pro-pauvres en termes absolus n'est pas vérifiée, alors qu'un consensus semble prévaloir quant au caractère anti-pauvres de la croissance monétaire dans les villes, en termes absolus et relatifs (Lachaud, 2007). Mokaddem et Boulila (2011) trouvent que pour les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, l'Égypte, l'Iran, la Turquie, la Jordanie, la Mauritanie et le Yémen), il est difficile pour la période de 1990-2004 de se prononcer sur la nature de la croissance, notamment dans

le cas du Yémen, du Maroc et de l'Égypte. Daouda (2013) montre que la croissance économique nigérienne est pro-pauvre, sauf dans les villes. En outre, ses simulations pour réduire de 50% la pauvreté montrent que le Niger ne pourra parvenir à un tel but qu'en maintenant un taux de croissance annuel de 10,5%, et ce, seulement pour l'horizon 2020. Ncube et al. (2014), dans une étude prospective, montrent qu'il est impossible à l'Afrique d'éliminer l'extrême pauvreté d'ici 2030. Et parmi les pays qui tireront vers le bas, il y a entre autre la République Démocratique du Congo (RDC désormais).

La dynamique de la croissance économique en RDC est sans conteste. Depuis 2002, ce pays connaît une croissance considérable : le taux de croissance moyen a été de 6,43% entre 2002 et 2014. En dépit de ces performances, les résultats de la pauvreté sont remarquablement importants (Kodila-Tedika, 2010). Le rapport 1-2-3 de 2012 nous éclaire sur deux réalités : lorsqu'on se réfère au seuil de pauvreté monétaire, l'on trouve un taux de pauvreté de 63,4% alors qu'à la question « êtes-vous pauvres ? », l'on trouve qu'il y a 72% des pauvres (Akhenaton Izu, 2016). De manière subjective comme objective, on se rend compte que ce taux est très élevé. La question fondamentale à laquelle nous tentons de répondre est : quelle est la relation entre cette pauvreté et cette dynamique de croissance ? Autrement dit, quelle est l'incidence de cette croissance sur la pauvreté ? Présente-t-elle quelle nature ?

Cet article vient donc nourrir le débat sur l'impact de la croissance sur la pauvreté en RDC, et par ricochet la littérature sur le débat relatif aux effets de la croissance et de la redistribution sur la pauvreté, particulièrement pour les pays individuellement pris de l'Afrique, qui n'ont suffisamment pas retenu l'attention de la part des chercheurs (Fambon, 2005). La suite s'organise de la manière suivante : la deuxième section présente la mesure de la croissance pro-pauvre. Il s'agit là d'expliquer notre approche méthodologique pour décider de la nature de la croissance en RDC. La section troisième présente les données. Les résultats de notre recherche sont présentés dans la section 4. Enfin, nous tirons une conclusion.

## 2. Cadre conceptuel et méthodologique

Mesurer la croissance pro-pauvre, c'est se servir d'un indice qui synthétise l'ensemble d'informations permettant de dire si la croissance a été favorable aux pauvres ou non. Boccanfuso et Ménard (2009) nous proposent trois étapes avant de mesurer la croissance pro-pauvres: i. Choisir un indicateur de bien-être: Les revenus ou les dépenses sont deux indicateurs capables de fournir une mesure monétaire du bien-être économique. Toutefois, les études privilégient souvent les dépenses comme indicateur de bien-être pour deux raisons. Premièrement, du côté conceptuel, la théorie du revenu permanent nous mentionne que les dépenses sont une meilleure approximation des revenus à long terme et de ce fait caractérise assez bien le niveau de vie des ménages. Deuxièmement, du côté empirique, les dépenses sont mesurées avec une plus grande précision que les revenus. ii. Définir le seuil de pauvreté qui permet de séparer les pauvres des non pauvres ; iii. Utiliser une ou plusieurs mesures de la croissance pro-pauvres permettant d'obtenir la répartition de la pauvreté pour l'ensemble de la population ou pour différents sous-groupes.

### 2.1 Méthode de décomposition de Datt et Ravallion (1992)

Kakwani et Subbarao (1990) et Jain et Tendulkar (1990) ont initié la littérature de la décomposition du changement de la pauvreté en effet de la croissance et des inégalités. Depuis cette littérature s'est développée pour proposer plusieurs types de décomposition. Les plus utilisées sont celles de la décomposition statique de Kakwani (1993) et de décomposition dynamique de Datt et Ravallion (1992) et celle de Kakwani (1997). Nous retenons ici l'approche de Datt et Ravallion (1992).

Cette approche quantifie l'importance de la croissance et des inégalités en une décomposition pour le changement de la pauvreté entre deux périodes ( $t$ ) et ( $t + n$ ). On établit donc une composante notée ( $G(t, t+n, r)$ ) pour la croissance et une composante de la distribution

formulée  $(D(t, t+n, r))$ . Contrairement à d'autres approches, Datt et Ravallion (1992) introduisent un résidu  $R(t, t+n, r)$ , où  $(r)$  représente la période de référence. Ce résidu qui appréhende l'interaction entre les effets de croissance et ceux de redistribution.

Partons d'un indice de pauvreté à la période  $t$  :

$$P_t = P\left(\frac{s}{u_t}, L_t\right) \quad (1)$$

Où  $s$  est le seuil de pauvreté,  $u_t$  le revenu moyen (dépense moyenne) et  $L$  est un vecteur de paramètres qui définit la courbe de Lorenz à la période  $t$ .

La composante croissance d'un changement dans l'indice de pauvreté entre les deux périodes est donné comme la variation dans la pauvreté résultant du changement du revenu moyen, la courbe de Lorenz étant maintenue constante à  $L_r$ . On a:

$$G(t, t+n, r) = P\left(\frac{s}{u_t+n}, L_t\right) - P\left(\frac{s}{u_t}, L_t\right) \quad (2)$$

On considère le plus souvent une égalité entre  $r$  et  $t$ .

On calcule la composante distribution comme un changement dans l'indice de pauvreté entre  $t$  et  $t+n$  dû à la variation de la courbe de Lorenz, en maintenant constant le revenu moyen à la période de référence à  $u_r$ . Ceci se formule comme suit:

$$D(t, t+n, r) = P\left(\frac{s}{u_r}, L_{t+n}\right) - P\left(\frac{s}{u_r}, L_t\right) \quad (3)$$

D'où, la variation dans la pauvreté peut s'écrire de la manière suivante :

$$P_{t+n} - P_t = G(t, t+n, r) + D(t, t+n, r) + R(t, t+n, r) \quad (4)$$

Le principal inconvénient de cette approche est la présence du résidu dont l'ampleur peut se révéler parfois très importante. Cette situation signifie que les effets des

variables/composantes non prises en compte par cette méthode peuvent contribuer à expliquer une bonne part de la variation de la pauvreté alors que cette dernière devrait être traduite soit en effet de croissance, soit en effet de redistribution. Le résidu disparaît seulement si le revenu moyen ou la courbe de Lorenz sont inchangés dans la période de la décomposition. En plus, cette approche diffère notamment de celle de Kakwani (1997) par son asymétrie, résultante de sa sensibilité à la période de référence.

## 2.2 L'indice de croissance pro-pauvres

Kakwani et Pernia (2000) démontrent que l'élasticité totale de la pauvreté, notée  $\delta$ , peut être exprimée en fonction de l'élasticité croissance de la pauvreté ( $\eta$ ); l'élasticité de la pauvreté par rapport à l'indicateur de l'inégalité ( $\nu$ ) et l'élasticité de l'inégalité par rapport à la croissance ( $\kappa$ ).

$$\delta = \eta + \nu \times \kappa \quad (5)$$

Cette formulation permet de distinguer trois effets : effet de croissance pure, effet d'inégalité et effet de Kuznets. On constate le premier effet lorsque l'élasticité croissance de la pauvreté saisit l'incidence d'une croissance de 1% du revenu moyen sur la réduction de la pauvreté lorsque la distribution est maintenue constante. Le deuxième effet est observé lorsque l'élasticité de la pauvreté par rapport à l'inégalité capture l'effet d'une augmentation de 1% de l'indicateur de l'inégalité sur la pauvreté lorsque l'on maintient inchangé la croissance. Dans le cas de l'effet Kuznets, l'élasticité de l'inégalité par rapport à la croissance mesure la variation en pourcentage de la mesure de l'inégalité suite à une augmentation de 1 % du taux de croissance.

Ces différentes élasticités ont conduit Kakwani et Pernia (2000) à mettre sur pied l'indice de croissance pro-pauvres, noté  $\phi$ . Il est défini comme suit :

$$\phi = \frac{\delta}{\eta}^{(6)}$$

Il s'agit du ratio entre la réduction totale de la pauvreté et la réduction de la pauvreté obtenue en supposant l'absence de changement dans la distribution des revenus.

Si  $\phi > 1$  la distribution des fruits de la croissance s'est faite en faveur des pauvres et cela conduit à une diminution des inégalités (croissance pro-pauvres). Si  $0 < \phi < 1$  la distribution des fruits de la croissance économique s'est faite en défaveur des pauvres, mais elle réduit l'incidence de la pauvreté (croissance faiblement pro-pauvres). Si  $\phi < 0$  la croissance économique augmente les inégalités (croissance anti pauvres).

### 2.3 Taux de croissance équivalent à la pauvreté

Cette mesure a été proposée par Kakwani et al.(2002) afin de pallier au non-respect de l'axiome de monotonicité et tenir compte du taux de croissance réel de l'économie. Ce taux prend en considération à la fois l'ampleur de la croissance et la manière dont les bénéfices de la croissance sont redistribués entre pauvres et non pauvres. Il est obtenu par la formule suivante :

$$\gamma^* = \phi\gamma \quad (7)$$

Où  $\gamma = d\ln(\mu)$  est le taux de croissance des revenus moyens. Il s'agit du taux de croissance  $\gamma^*$ , qui générerait le même niveau de réduction de la pauvreté que le taux actuel  $\gamma$ , en présence d'un processus de croissance non accompagné d'un changement quelconque d'inégalité (tous les individus obtiennent le même bénéfice proportionnel de la croissance). Si  $\gamma^* < 0$ , la croissance est appauvrissante. Si  $0 < \gamma^* < \gamma$ , la croissance est de type « *trickle down* », l'indice de pauvreté baisse mais faiblement parce que les inégalités augmentent. Si  $\gamma^* \geq \gamma$ , la croissance est pro-pauvres.

## 2.4 Courbe d'incidence de la croissance

Elle a été proposée par Ravallion et Chen(2003). Cette courbe représente le taux de croissance du revenu (consommation) par habitant de chaque percentile le long de la courbe de distribution du revenu entre deux périodes  $t - 1$  et  $t$ . La courbe d'incidence de la croissance est dérivée à partir des conditions de dominance stochastique de premier ordre. Parmi les indices de pauvreté disponibles, celui de Watts(1968) a été retenu car il satisfait les axiomes standards associés aux mesures de pauvreté. La mesure se définit par

$$g_t(p) = \left[ \frac{Y_t}{Y_{t-1}} \right] - 1$$

avec  $g_t(p)$  le taux de croissance du revenu (dépenses) et  $Y_t(p)$  du  $p^{\text{ième}}$  percentile entre  $t - 1$  et  $t$ . La courbe représente les centiles de la population sur un intervalle de 1 à 100 ordonnées par le revenu (dépenses) sur l'axe des abscisses et le taux de croissance annuel du revenu par habitant du centile correspondant en ordonnée.

Si les taux de croissance  $g_t(p)$  sont tous positifs pour tous les percentiles, il y a dominance stochastique de premier ordre de la distribution de  $t$  par rapport à celle de  $t - 1$ . La croissance se révèle donc pro-pauvre en termes absolus. Par contre, si la courbe change de signes autrement dit si la dominance de premier ordre est violée, il est alors impossible de conclure sur la seule base de la mesure.

La courbe d'incidence de la croissance permet également d'estimer la croissance pro-pauvre en termes relatifs en analysant sa pente.  $Sig_t(p)$  est une fonction décroissante (croissante) à travers le temps pour tout  $p$ , alors les inégalités diminuent (respectivement augmentent) à travers le temps pour toutes les mesures qui satisfont le principe de transfert. La croissance est ainsi pro-pauvre (respectivement pro-riche) en termes relatifs.

## 3. Données

Dans les lignes qui suivent, nous analyserons la variation de la pauvreté en RDC entre 2004 et 2014, en milieu urbain et en milieu rural. La pauvreté a été estimée, dans le cadre de ce travail, à partir de l'approche des revenus mais étant donné que les revenus des ménages sont une variable difficilement saisissable, elle a été approchée par les dépenses annuelles des ménages.

En ce qui concerne les seuils de pauvreté, il a été retenu deux seuils de pauvreté monétaire englobant le seuil alimentaire et le seuil non alimentaire tirés à partir de l'enquête 1-2-3 de 2012. Le seuil de pauvreté monétaire, qui couvre le besoin essentiel d'un adulte aussi en alimentaire qu'en d'autres biens et services est évalué à 869210,30 Francs congolais (FC) par équivalent adulte pour le milieu urbain et 579248,50 FC pour le milieu rural.

Les variables qui ont été sollicitées dans cette section sont tirées des différentes bases des données des enquêtes 1-2-3 réalisées pour les deux périodes 2004-2005 et 2011-2012. À l'instar des travaux d'Ehrhart (2009) et Griffoni (2005), nous nous sommes servis du logiciel DAD4 en vue d'effectuer la décomposition de Datt et Ravallion(1992).

Le tableau 1 présente les dépenses de consommation et le niveau d'inégalité de la RDC. De manière générale, on constate que cette république a enregistré une augmentation des dépenses de consommation ; ce qui traduit la présence d'une croissance économique. Toutefois, cette croissance semble être plus vigoureuse dans le milieu rural que dans le milieu urbain.

Qui plus est, cette croissance évolue parallèlement avec les inégalités. En effet, on constate que le pays est devenu davantage inégalitaire qu'à la sortie de la période de transition politique. Ceci indique les richesses créées ont été capturées par une certaine élite, principalement politique. Concrètement à la situation des dépenses de consommation biaisée en faveur du milieu urbain, les inégalités ont crû à 100% dans le milieu rural.

**Tableau 1. Dépense moyenne de consommation et niveau d'inégalité (indice de gini)**

Milieu	Dépense moyenne de consommation			Niveau d'inégalité (indice de gini)		
	2004-2005	2011-2012	Variation (%)	2004-2005	2011-2012	Variation (%)
Rural	299879	423191	41,12	0,321	0,6417	99,9
Urbain	610757	683891	11,97	0,382	0,597	56,28
Pays	465906	565288	21,33	0,3999	0,639	59,78

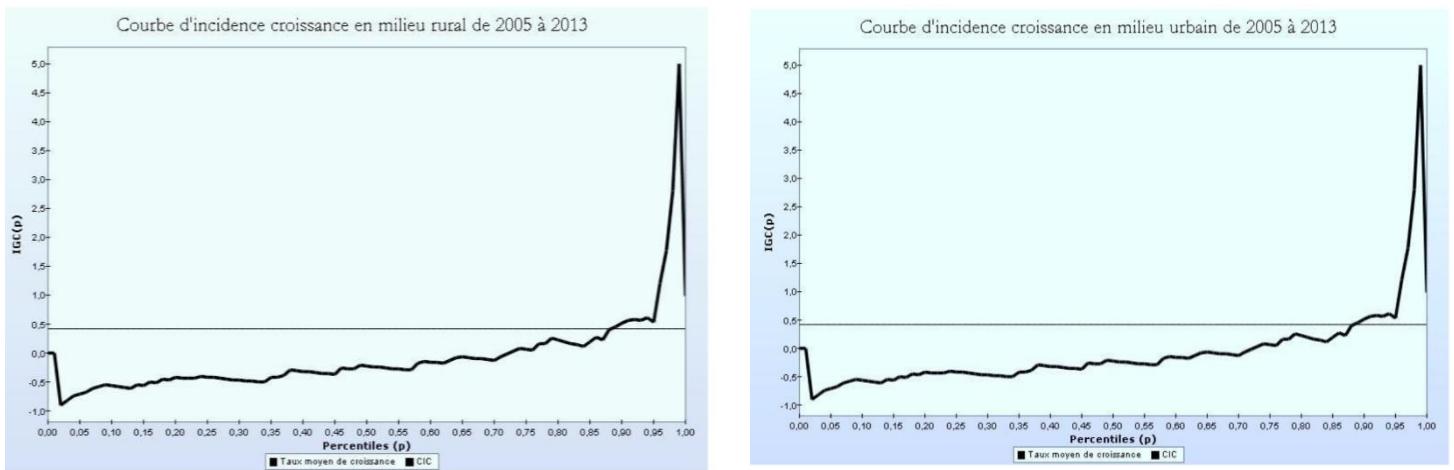
Source : Nos calculs

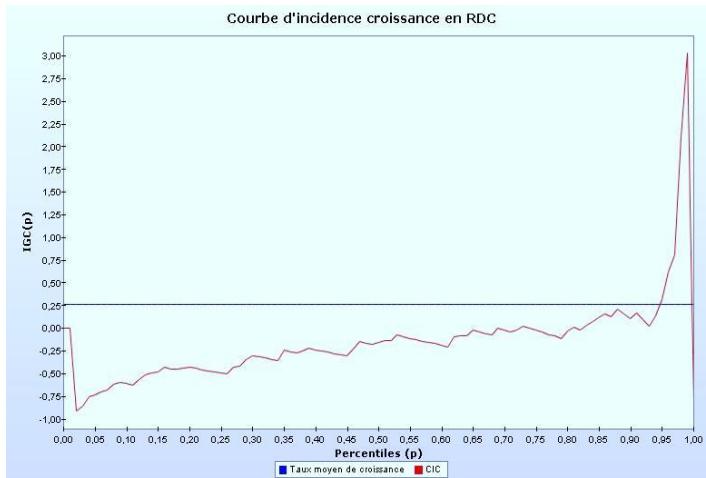
## 4. Résultats

### 4.1. Courbes d'incidence croissance

Le premier outil d'analyse de la croissance pro-pauvres qui a été retenu dans le cadre de ce travail, c'est la courbe d'incidence croissance proposée par Ravallion et Chen (2003). Elle représente le taux de croissance du revenu (consommation) par habitant de chaque percentile le long de la courbe de distribution du revenu entre deux périodes  $t - 1$  et  $t$ .

**Figure 1. Courbes d'incidence croissance du milieu urbain et du milieu rural.**





De ce graphique se déduit qu'en milieu rural, l'évolution de l'indicateur de bien-être social (dépenses annuelles des ménages) ne nous permet pas de conclure de la nature « pro-pauvres » de la croissance en termes absolus tout au long de la période d'analyse puisque les taux de croissance  $g_t(p)$  changent de signe c'est-à-dire que pour certains centiles,  $g_t(p)$  est positif alors qu'il est négatif pour d'autres centiles. Par ailleurs, l'évolution de l'indicateur montre que la croissance profite seulement aux 27% les plus riches (pour les centiles compris entre 73% et 100%) comme l'indique la pente de la courbe.

Il s'ensuit de ce graphique qu'en milieu urbain, l'évolution de l'indicateur de bien-être social (dépenses annuelles des ménages) ne nous permet pas de conclure de la nature « pro-pauvres » de la croissance en termes absolus tout au long de la période d'étude puisque les taux de croissance  $g_t(p)$  changent de signe c'est-à-dire que pour certains centiles,  $g_t(p)$  est positif alors qu'il est négatif pour d'autres centiles. Par ailleurs, l'évolution de l'indicateur montre que la croissance profite seulement aux 8% les plus riches (pour les centiles compris entre 92% et 100%) comme l'indique la pente de la courbe.

La combinaison de ces deux précédentes courbes aboutit à une courbe d'incidence croissance où l'évolution de l'indicateur de bien-être social (dépenses annuelles des ménages) ne nous permet pas de conclure de la nature « pro-pauvres » de la croissance en termes absolus tout au

long de la période d'étude. Cependant, l'évolution de l'indicateur montre que la croissance profite seulement aux 18% les plus riches (pour les centiles compris entre 82% et 100%) comme l'indique la pente de la courbe.

#### 4.2. Décomposition et élasticités

Le tableau 2 décrit l'ampleur des effets d'inégalité et de croissance sur la variation de la pauvreté en RDC. Premièrement, cette analyse ne semble pas solidement soutenir l'hypothèse d'un processus de croissance pro-pauvres au cours de la période d'enquêtes. En effet, l'élasticité totale de pauvreté – somme des effets de croissance et d'inégalité – présente des signes positifs. Autrement dit, les deux effets, pris globalement, n'ont pas contribué à réduire la pauvreté simultanément. Dans les détails, pour le milieu rural, l'effet dû au facteur croissance suggère qu'une augmentation de 1% des dépenses de consommation induit une baisse de 14,93% du ratio de pauvreté. L'élasticité totale de pauvreté étant de 0,06, ceci se traduit par une augmentation de 1% de dépenses est associée à une augmentation de l'incidence de pauvreté de l'ordre de 6,18%. On en déduit que l'incidence de la croissance pro-pauvres est négatif et inférieur à l'unité, soit -0,41. Ce résultat suggère donc que la croissance en RDC profite davantage aux nantis qu'aux démunis. Ce caractère anti-pauvre vient du fait que le taux de croissance effectif en termes de réduction de pauvreté est inférieur aux taux de croissance actuel.

**Tableau 2. Résumé des élasticités de la pauvreté et des indices de la croissance pro-pauvres**

Milieu	Élasticité totale de pauvreté	Éléments explicatifs		Indice de croissance pro-pauvres	Taux de croissance d'équivalent pauvreté
		Facteur croissance	Facteur inégalité		
Rural	0,06 (0,01)	-0,15 (0,03)	0,15 (0,01)	-0,41	-2,47
Urbain	0,10 (0,01)	-0,05 (0,02)	0,13 (0,01)	-2,01	-12,04
National	0,097 (0,04)	-0,08 (0,012)	0,17 (0,01)	-1,145	-6,84

Au niveau urbain, la situation est pire. La pauvreté augmente de 9,62%. La croissance économique pris individuellement diminue de 4,77% la pauvreté en milieu urbain, avec un indice de croissance pro-pauvres de -2,01. Plusieurs éléments pourraient expliquer que la vie dans les milieux ruraux soit meilleure. Premièrement, l'exode rural pousse une bonne partie de la population à venir s'installer dans le milieu urbain, avec un faible capital humain. Ce qui n'entraîne pas à la hausse le gain de productivité, mais réduit le salaire d'un ménage urbain. Deuxièmement, s'il est vrai que l'effet positif de la redistribution est palpé dans les milieux urbains que ruraux, confirmé par l'évolution de gini, le milieu rural est encore caractérisé par la « solidarité africaine ». La troisième explication tient à l'effet de la croissance. C'est dans le milieu rural que les dépenses de consommation ont fortement augmenté, avec un écart de variation de l'ordre de 29,15%. Le facteur croissance a davantage impacté les zones rurales que les milieux urbains.

## **Conclusion**

Cet article tente de comprendre l'incidence de la croissance économique de la République démocratique du Congo sur l'évolution récente de la pauvreté. Les résultats obtenus ne semblent pas légitimer l'hypothèse de croissance pro-pauvres. Les élasticités totales de pauvreté présentent un signe positif et avec des coefficients faibles. En outre, les inégalités sont très importants que les effets de la croissance sur le ratio de pauvreté.

Ces conclusion appellent au moins deux suggestions : il s'avère indispensable à la République démocratique du Congo d'impulser sa croissance, en la rendant davantage soutenable et forte avec un contenu en emploi non négligeable. Deuxièmement, l'ère est venue pour que ce pays d'imaginer une politique distributive efficace et efficiente.

## Références

- Asongu, S. A., & Nwachukwu, J. C., (2016a). "The role of governance in mobile phones for inclusive human development in Sub-Saharan Africa", *Technovation*, 55-56(September-October), 1-13.
- Asongu, S. A., & Nwachukwu, J. C., (2016b). "Mobile phones in the diffusion of knowledge and persistence in inclusive human development in Sub-Saharan Africa", *Information Development*, DOI: 10.1177/026666916655189.
- Asongu, S. A., & Nwachukwu, J. C., (2016c). "The Mobile Phone in the Diffusion of Knowledge for Institutional Quality in Sub-Saharan Africa", *World Development*, 86(October), 133-147.
- Asongu, S. A., & Nwachukwu, J. C., (2016d). "Foreign aid and inclusive human development: updated evidence from Africa, 2005-2012", *Social Science Quarterly*, DOI:10.1111/ssqu.12275/
- Daouda, Y.H. (2013). La croissance économique est-elle pro-pauvres au Niger?, *AfricanDevelopmentReview*, 25(2), 203-214.
- Dollar, D. and Kraay, A. (2002). Growth Is Good for the Poor, *Journal of Economic Growth* 7(3), 195-225.
- Dollar, D., Kleineberg, T. and Kraay, A. (2016).Growth still is good for the poor, *European Economic Review* 81(C), 68-85.
- Ehrhart, C. (2009), La croissance a-t-elle été favorable aux pauvres en Egypte sur la période 1990-2004 ? Université Rennes 2, CRESS-Lessor.
- Fambon, S. (2005), Croissance économique, pauvreté et inégalité des revenus au Cameroun, *Revue d'économie du développement* 13(1), 91-122.
- Griffoni(2005), Croissance économique et pauvreté: une application de l'indice de « croissance pro-pauvre » au cas du Maroc entre 1985 et 1999, CEFI
- Izu, A(2016), Fort de sa vigueur, qu'en est-il de l'inclusivité de la croissance en RDC ? Online at<http://mpra.ub.uni-muenchen.de/68868>.
- Jacquemot P. (2012), L'émergence de classes moyennes en Afrique : Miroir de la croissance et des inégalités sociales, *Afrique contemporaine*, 244(4), p. 124-125. DOI : 10.3917/afco.244.0124
- Jain, L.R et S.D. Tendulkar (1990), Role of growth and distribution in the observed change in Headcount Ratio measure of poverty : A decomposition exercise for India, *Indian Economic Review*, Vol.XXV, No.2, pp. 165-205
- Kakwani, N. (1993), Poverty and Economic Growth with Application to Côte d'Ivoire, *Review of Income and Wealth*, 39, pp. 121-39.
- Kakwani, N. (1997), On Measuring Growth and Inequality Components of Poverty with Application to Thailand, Discussion Paper, School of Economics, The University of New South Wales.
- Kakwani, N. and E. Pernia (2001). "What is Pro-Poor Growth?" *AsianDevelopmentReview*, 18, pp. 1-16.
- Kakwani, N., S. Khandkeret H. and H. Son (2002), 'Poverty Equivalent Growth Rate: With Applications to Korea and Thailand' , mimeo, World Bank, Washington DC.
- Kodila-Tedika, O. (2010), Pauvreté en République démocratique du Congo : un rapide état de lieux, *Congo EconomicReview*, WorkingPaper n° 01/10.
- Kodila-Tedika, O., Asongu, S. and MukendiKayembe, J. (2016), Middle class in Africa: Determinants and Consequences, *International Economic Journal*, 30(4), pp. 527-549.
- Kodila-Tedika, O. et Mbala, A. (2016), Taille de la classe moyenne en RDC: analyse par l'approche non monétaire, mimeo.

- Kodila-Tedika, O. et Mbala, A. (2016), Taille de la classe moyenne en RDC: Une analyse par l'approche monétaire, mimeo.
- Kraay, A. (2006), When is growth pro-poor? Evidence from a panel of countries, *Journal of Development Economics*, 80(1), 198-227.
- Lachaud, J.-P. (2007). La mesure de la croissance pro-pauvres au Burkina Faso : espace de l'utilité ou des capacités ?, *Revue d'économie du développement*, 15(1), 5-44.
- Mokaddem, L. et Boulila, G. (2011). Croissance pro-pauvres dans des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, *Revue d'économie du développement* 19(1), 77-105.
- Ncube, M., Brixiova, Z. and Bicaba, Z. (2014). Can Dreams Come True? Eliminating Extreme Poverty in Africa by 2030, IZA Discussion Papers 8120, Institute for the Study of Labor (IZA).
- Pinkovskiy, M. and Sala-i-Martin, X. (2014), Africa is on time, *Journal of Economic Growth*, 19(3), 311-338, September.
- Ravallion, M. et S. Chen (2003). "Measuring Pro-Poor Growth", World Bank, Policy Research Working Paper # 2666.
- Ravallion, M. (2004), 'Defining Pro-Poor Growth: A Response to Kakwani, International Poverty Center, United Nations Development Programme, One Pager 4, November, Washington.
- Shimeles, A. and Ncube, M. (2015), The Making of the Middle-Class in Africa: Evidence from DHS Data, *The Journal of Development Studies*, 51(2), 178-193.
- Watts, H. (1968). "An Economic Definition of Poverty", in D.P. Moynihan (Eds), *On Understanding Poverty*, Basic Books, New York.
- Young, A.(2012), The African Growth Miracle, *Journal of Political Economy* 120: 696-739